

## Renforcer les capacités pour assurer la continuité des recensements

Un recensement constitue la source première d'information sur le nombre et les caractéristiques des habitants d'un pays donné. Il se distingue à plusieurs égards des données issues d'enquêtes : il peut couvrir la totalité de la population observée, permet de mettre en relation des caractéristiques individuelles de cette population avec celles des ménages et fournit des détails sur les sous-ensembles. En outre, après un conflit, lorsque le système statistique national n'est bien souvent plus en état de fonctionner, c'est à partir d'un recensement qu'il est possible de jeter les bases d'institutions démocratiques et d'une bonne gouvernance. Une telle opération peut également laisser espérer aux individus un avenir meilleur.

En se fondant sur les données émanant des recensements, les analystes peuvent établir la plupart des indicateurs démographiques nécessaires au suivi des progrès nationaux et infranationaux en direction des Objectifs du Millénaire pour le développement. De surcroît, aucune autre source ne permet une analyse aussi détaillée de ces indicateurs distinguant population féminine et masculine. En l'absence d'un recensement récent, les lacunes statistiques sont inévitables. Même des informations élémentaires sur la taille et la pyramide des âges d'une population seront alors

*Source* : FNUAP, 2003.

indisponibles ou manqueront de fiabilité.

Au cours des dernières décennies, la quasi-totalité des pays en développement ont entrepris de recenser leur population, même si une partie d'entre eux ne disposent toujours pas des moyens humains et financiers qui leur permettraient de se passer d'une assistance financière ou technique extérieure dans ce domaine. Les efforts visant à étoffer les capacités de recensement sont souvent entravés par le manque de solidité des systèmes statistiques nationaux, la faible périodicité des recensements et la rotation rapide du personnel.

Le recensement est l'opération de collecte de données la plus onéreuse pour un organisme statistique national. La hausse des coûts, la réduction des budgets publics et le recul de l'aide internationale sont autant de facteurs contribuant aux retards ou reports de ces procédures, notamment en Afrique subsaharienne. Faute de moyens opportuns et adéquats, l'incertitude pèse sur l'avenir de cette activité. Des partenariats avec des acteurs de premier plan – société civile, secteur privé, organisations bilatérales et multilatérales – sont essentiels pour que les systèmes statistiques nationaux puissent poursuivre ou reprendre leurs recensements.